

La culture de paix – Histoire préliminaire et avenir possible

David Adams²

La culture de paix est née à l'UNESCO lors du dégel de la guerre froide qui a suivi la chute de l'Union soviétique. Au début, il s'agissait de programmes nationaux dans les pays sortant de guerres civiles liées à la guerre froide (El Salvador et Mozambique) et de plans initiaux de programmes nationaux dans d'autres pays, dont la Russie. Cependant, ces programmes n'ont pas été soutenus à l'UNESCO par les grandes puissances, opposées à l'idée de ne plus pouvoir « faire la guerre. »

Mais le programme de l'UNESCO n'était pas mort. Ce sont les pays du Sud qui en ont adopté l'idée et qui ont appelé les Nations Unies à désigner l'an 2000 comme Année internationale de la culture de paix. Au cours de cette année, grâce à la mobilisation des commissions nationales de l'UNESCO, des bureaux hors siège de l'UNESCO, de l'UNICEF et du PNUD, à de nombreuses organisations non-gouvernementales internationales et nationales et à des milliers de militants, 75 millions de personnes ont été convaincues de signer le Manifeste 2000, acceptant de travailler sur la culture de paix. Il y avait des millions de signatures d'Inde, du Brésil, de Colombie, d'Algérie, du Japon et de Corée, ainsi que des centaines de milliers dans d'autres pays.

Une deuxième réalisation importante de l'Année internationale a été l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui définit en détail les huit domaines d'action nécessaires pour passer de la culture de guerre à la culture de paix. La résolution a également appelé à un mouvement mondial pour une culture de paix et à des systèmes d'information pour documenter son progrès.

En 2001, une fois de plus, les grandes puissances sont intervenues pour mettre un terme aux travaux de l'UNESCO et de l'ONU initiés avec le Manifeste 2000.

Et à nouveau, les pays du Sud ont fait voter les Nations Unies pour une Décennie d'une culture de paix. En travaillant avec Federico Mayor, ancien Directeur général de l'UNESCO, et avec une petite équipe de jeunes militants et militantes, nous avons pu stimuler et documenter le travail pour la Décennie de près de 1000 organisations non-gouvernementales entre 2001 et 2010.

Le Département Afrique de l'UNESCO continue à promouvoir les réunions et les initiatives relatives à la culture de paix en coordination avec l'Union africaine. Et l'Assemblée générale des Nations Unies continue de se réunir une fois par an sur le sujet. Mais dans le reste du monde ce ne sont que les organisations non-gouvernementales qui agissent.

Il y a deux sources d'information sur le progrès visible depuis 2010 : la Journée internationale de paix, le 21 septembre de chaque année, et CPNN (Culture of Peace News Network), notre journal virtuel.

² Coordinateur du réseau d'information CPNN (<http://cpnn-world.org/french/>) et ancien Directeur de la culture de paix à l'UNESCO

CPNN est un réseau d'information sur la culture de paix, né de la mobilisation de l'an 2000 ; c'est un système d'information qui documente des actions, initiatives ou événements, comme le préconisait la résolution de 1999 de l'ONU. Ces dernières années, les sites Web de CPNN (anglais, espagnol et français) ont documenté plus ou moins un événement par jour du monde entier des actions qui promeuvent un ou plusieurs des huit domaines d'action de la résolution des Nations Unies. La plupart d'entre eux appellent explicitement à une culture de paix.

La Journée internationale de paix fournit un cadre universel pour les initiatives de paix qui inspire des actions dans toutes les régions du monde. Cette année, nous avons constaté dans notre journal 280 actions aux États-Unis et au Canada, 144 en Europe, 54 dans les pays de l'ex-Union soviétique, 53 en Amérique latine, 53 en Afrique, 50 en Asie / Pacifique et 21 dans les États arabes et au Moyen orient.

Cette année, il y a eu une augmentation notable de la participation aux États-Unis et en France. La première était organisée par la Campagne de non-violence qui avait stimulé et documenté au moins 280 initiatives distinctes. Et en France, le Mouvement de la paix a organisé une mobilisation remarquable dans 70 villes et villages.

Une avancée majeure a été réalisée cette année avec la désignation par les Nations Unies du fait que la Journée internationale de paix devrait être consacrée à « Une action climat en faveur de paix ». Comme l'a déclaré Roland Nivet, porte-parole national du Mouvement de la paix : « Climat et paix même combat. Les luttes pour la paix et le climat, la justice sociale et les droits humains, le désarmement nucléaire sont liées. Elles nous unissent aujourd'hui et doivent être le ciment de notre unité d'action pour demain. " Et dernièrement ce sont les jeunes, surtout les écoliers, qui sont pris le relais, un très bon signe pour l'avenir.

La quantité de documentation établie quotidiennement par CPNN est restée stable au cours des dernières années, et l'ampleur de la Journée internationale de paix, à l'exception de l'année dernière aux États-Unis et en France, est restée stable également. Cependant, nous pouvons supposer que l'engagement continu de millions de personnes au cours des années a créé une prise de conscience sur la nécessité d'une transition de la culture de guerre à une culture de paix.

Un obstacle majeur s'oppose à cette transition : l'État et son complexe militaro-industriel-financier-médiatique. Comme je l'ai documenté dans mon livre, l'Histoire de la culture de guerre (en espagnol « Cultura de Paz : Una Utopia Posible »), au fil de l'histoire, l'État, avec ses liens industriels et financiers, monopolise la culture de guerre. En outre, le bras le plus important de la culture de guerre est tenu par le contrôle de l'information. La raison est simple. A mesure que la démocratie progresse, les gouvernements dépendent du soutien de leurs citoyens. Puisque les gens refusent la guerre, ils doivent être convaincus que leur pays est menacé militairement. La télévision, qui a largement supplanté la radio et la presse écrite, donne un rythme soutenu aux tambours de guerre.

Nous avons vu la vraie nature de l'État à l'UNESCO. Les pays riches ont refusé de soutenir les programmes nationaux pour une culture de paix et ont explicitement enterré les initiatives que nous avons prises pour l'Année internationale 2000. Nous continuons à voir la culture de guerre de l'État dans la persistance des pays riches à accumuler et à déployer des armes

nucléaires, tout en boycottant les initiatives des Nations Unies pour éliminer ces armes. Le Conseil de sécurité des Nations unies, créé après la Seconde Guerre mondiale pour représenter les vainqueurs de cette guerre, et qui a pris le contrôle financier total de l'organisation, est un club de guerriers, pas toujours d'accord sur des questions spécifiques, mais unis dans leur engagement à la culture de guerre !!

Rien n'indique que l'État puisse être réformé dans ce domaine. Les élections nationales deviennent de plus en plus coûteuses, en fonction de la publicité télévisée coûteuse, qui met le pouvoir entre les mains des grands intérêts financiers, ceux liés à l'exploitation et à l'industrie militaire. Les candidats qui s'opposent aux budgets militaires ne peuvent recevoir les fonds nécessaires pour participer aux élections nationales. En conséquence, la prise de conscience croissante face à la guerre ne donne pas de résultats positifs aux élections nationales. Au niveau de l'État-nation, nous constatons une aliénation croissante des électeurs. Partout dans le monde (aux Philippines, au Brésil, aux États-Unis ou en Hongrie, par exemple), les gens votent pour le candidat le plus critique à l'égard du statu quo, même s'il ne dispose d'aucun programme de progrès positif !

Le problème est plus évident dans les pays riches du Nord, bien que les pays du Sud, pour la plupart, ne sont pas moins pris au piège de la culture de guerre dans leurs priorités budgétaires et politiques.

Qu'y a-t-il à faire ?

Nous avons besoin d'une ONU qui ne soit pas commandée par les États-nations, mais qui représente plus directement le peuple, conformément aux premières lignes de la Charte des Nations Unies qui commencent par « Nous, peuples des Nations Unies... ».

Imaginons un Conseil de sécurité des Nations Unies composé des représentants des maires des différentes régions du monde. Il n'y aurait aucune intérêt pour les armes nucléaires. Si ce schéma avait été possible dans les années 90 à l'UNESCO, les programmes nationaux de culture de paix auraient sans doute été soutenus. Après la mobilisation de l'an 2000, les 75 millions de signataires du Manifeste 2000 auraient alors été encouragés à mettre au point un mouvement mondial efficace pour une culture de paix.

Oui, la suggestion est utopique. Mais un autre monde est possible. « Les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain. »

Non, direz-vous, l'État-nation est trop fort et trop bien établi pour être remplacé au niveau des Nations Unies.

Laissez moi être en désaccord.

Tout d'abord, au cours des dernières années, l'ONU a été de plus en plus ignorée par les pays riches. Lors de la crise financière de 2008, ils ne se sont pas tournés vers les institutions des Nations Unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, mais ont plutôt inventé leurs propres solutions lors de réunions ad hoc des ministres des finances. En ce qui concerne la prolifération des armes nucléaires, lorsque les Nations Unies ont planifié une

conférence en mai 2010, le président américain Obama a boycotté la conférence de l'ONU et a tenu sa propre conférence à Washington en avril ! Alors que les autres pays du monde se rendaient à Washington, le seul pays à avoir envoyé un chef d'État à la conférence des Nations unies était l'Iran. Et en ce qui concerne la crise climatique qui est devenue de plus en plus évidente, les pays riches ont constamment ignoré les opportunités d'agir par le biais des Nations Unies.

Deuxièmement, et plus important encore, l'État-nation n'est pas fort, mais est de plus en plus affaibli par la crise financière mondiale. Il y a de plus en plus d'« États défaillants ». Et il y a une prédiction, que nous devrions prendre au sérieux, que d'ici quelques années, le dollar s'effondrera et que les États-Unis deviendront un « État défaillant ». Un krach du dollar et les États-Unis vont faire tomber la plupart des États nationaux du monde entier de la même manière que le krach du rouble et de l'Union soviétique a détruit les états de l'Europe de l'Est.

Deux fois au cours du 20e siècle, les États-nations ont connu un échec massif, créant à chaque fois une « fenêtre d'opportunité » pour le changement. La fin de la Première Guerre mondiale a été l'occasion de créer la Société des Nations et la fin de la Seconde Guerre mondiale a été la « fenêtre d'opportunité » pour la création des Nations Unies. Nous avons mentionné ci-dessus comment le crash de l'Union soviétique et de ses alliés a créé l'occasion de lancer la culture de paix à l'UNESCO. Ainsi, dans un avenir pas si lointain, un effondrement de l'empire américain pourrait être l'occasion de refonder l'ONU sur une nouvelle base, représentant plus directement « Nous, peuples ».

Ils existent déjà des organisations efficaces de maires et de villes pour la paix. Maires pour la paix, basé à Hiroshima, compte désormais plus de 7 000 villes du monde entier et Villes internationales de paix plus de 250.

Nous pouvons commencer maintenant à nous préparer. Nous pouvons établir un Conseil de sécurité alternatif, basé sur les maires de villes de toutes les régions du monde, qui diffuserait des communiqués de presse réguliers sur la manière dont elles traiteraient les problèmes auxquels est confronté (ou qui devrait être confronté) le Conseil de sécurité de l'ONU. Comme indiqué plus haut, il serait favorable à l'élimination des armes nucléaires. Il rechercherait des solutions négociées aux conflits nationaux et internationaux. Il appuierait des mesures efficaces de lutte contre le réchauffement climatique. Et il soutiendrait un mouvement mondial pour une culture de paix.

La conscience mondiale de la nécessité d'une culture de paix doit être attelée dans des projets d'une « utopie possible ». La colère du peuple contre l'inefficacité de ses gouvernements doit être canalisée dans des propositions politiques constructives. Rappelons-nous les paroles de Martin Luther King : « La tâche suprême est d'organiser et d'unifier le peuple afin que sa colère devienne une force de changement ».
